



LE PEUPLE AU-DESSUS DU PROFIT

- Quatrième débat - Le paradis ou l'enfer : Urbanisation durable et services publics

Le monde connaît actuellement l'urbanisation la plus rapide de l'histoire, sous l'effet des déplacements de population délaissant les zones rurales à destination des villes, en quête d'emplois et d'une vie meilleure. L'expansion urbaine a le potentiel de créer de la richesse et des possibilités, ou d'entraîner la pauvreté, la maladie et la misère ; nos choix de gestion urbaine sont ici déterminants.

Lorsqu'elles accueillent de nouveaux citoyens, les collectivités urbaines gagnent en dynamisme et s'épanouissent dans la diversité, l'énergie et l'innovation. Des systèmes politiques ouverts, des services publics de qualité, une bonne planification et des emplois décentés président à la réussite économique et sociale. Sans eux, les villes peuvent devenir des foyers de polarisation, avec d'une part des oasis embourgeoisées et de l'autre des ghettos qui déshumanisent les individus et leurs communautés.

L'enjeu réside dans la qualité de prestation des services publics par les autorités et dans le degré d'émancipation de ces communautés au sein des sphères politique, sociale et judiciaire de leurs villes.

Cet environnement exige un financement approprié au niveau municipal, une gouvernance inclusive, une imposition fiscale progressive, des pratiques policières justes, un écosystème durable qui soit compatible avec l'homme et l'accès universel à une éducation de qualité, à la santé, au logement, à l'eau, à l'assainissement, à l'énergie et aux transports. Il requiert également un niveau de préparation adéquat face aux urgences, afin de pouvoir intervenir et se remettre de tout type de catastrophe d'origine naturelle ou humaine. Rien de tout cela n'est possible sans un personnel dévoué, bien formé et rémunéré, issu de la communauté même et auquel on donne les moyens de travailler dans la dignité.

Lorsque ces services font défaut ou sont confiés à la sphère privée, et lorsque les fonctionnaires ne sont pas valorisés ou sont privés de leurs droits au travail, tout le monde en fait les frais.